



## Présentation de l'action de Calme Gutenberg par les vidéos

Paris le 10 février 2015 Réunion publique organisée par le Réseau « Vivre Paris ! »

### **Pour Calme Gutenberg, à Strasbourg, tout a commencé début septembre 2013,**

- il ne nous était plus possible de dormir chez nous,
- la nuit, les rues de notre quartier se transformaient en zone de non-droit,
- la situation devenait intolérable du point de vue de la Santé publique, de la sécurité et de la salubrité. Alors

nous **avons décidé de filmer et de montrer** ce qui se passait sous nos fenêtres, pour dénoncer

- les nuisances qui nous étaient imposées plusieurs nuits par semaine et plusieurs fois par nuit jusque dans nos chambres à coucher, dans l'intimité de notre sommeil.
- les dégradations sur nos biens privés et sur les biens publics, ainsi que
- les dégâts collatéraux de la « fête » nocturne, l'état de délabrement de la rue au matin (vomi, urine, excréments, déchets divers, bouteilles cassées, taches de sang).

D'année en année, la situation de notre quartier se dégradait, et là, on était carrément **en train de « décrocher »**.

Les nuits de l'été 2013 avaient été particulièrement pénibles.

Et voilà qu'en septembre, nous étions réveillés la nuit par des scènes qui, par leur violence, nous paraissaient presque irréelles, des scènes d'un autre monde. **Nous avons l'impression d'habiter dans un film.**

Les habitants du quartier étaient à plusieurs reprises allés trouver l'adjoint de quartier (M. Gsell) et d'autres élus. On leur avait expliqué qu'on ne pouvait pas avoir le beurre et l'argent du beurre et que puisqu'ils avaient « **choisi d'habiter en ville** », il fallait aussi accepter les nuisances nocturnes.

**Nous avons donc mis en ligne ces vidéos**, sur une **page FB intitulée Calme Gutenberg** et nous avons écrit au Maire, à différents adjoints, à l'adjoint chargé de la Santé Publique ainsi qu'à des personnalités politiques. Et, très sincèrement, **nous étions persuadés qu'ils allaient réagir rapidement et régler le problème.**

Et à partir de là, au fil des mois, nous avons fait les constats suivants.

- **Les élus ne répondaient pas à nos courriers et se désintéressaient du problème, voire l'ignoraient.**

Incrédules, nous sommes alors allés alors à leur rencontre

- dans des manifestations publiques (Robert Herrmann : Art café ; Dr A. Feltz : MGEN ; Alain Jund : QG de campagne),
- en prenant rendez-vous dans leur permanence (Armand Jung / Eric Elkouby).

**Le problème était nié, minimisé ou évacué** : alors que la loi était bafouée sous nos fenêtres, on nous promenait en nous proposant de « **participer à des réunions** »  
Voire, nous étions **rudoyés et chassés avec brutalité**, alors que nous avions pris rendez-vous (Armand Jung/ Eric Elkouby).

Nous avons donc continué à filmer et nous avons **interpellé les candidats aux élections municipales. Pas de réponse**. Il a fallu relancer par courrier avec Accusé de Réception., sans toutefois réussir à rencontrer les deux principaux candidats (R. Ries et F. Keller).

Entretiens **l'association Calme Gutenberg était fondée et la presse locale commençait à parler de nous** (Tonic Magazine, DNA).

C'est à partir de ce moment-là que nous avons été reçus par le premier adjoint (Robert Herrmann) qui nous a **fait des promesses qui n'ont pas été suivies d'effets**.  
«A partir de maintenant, tout déplacement de la police sera facturé sous forme de verbalisation » nous a-t-il dit à propos des appartements transformés en boîtes de nuit. Aux dernières nouvelles, ce n'était toujours pas le cas début janvier 2015.

La situation a donc perduré sur le terrain, la **Police Municipale**, malgré sa bonne volonté, étant **impuissante à endiguer le phénomène avec comme seule consigne le « simple rappel à la loi »**.

Nous avons donc continué de témoigner par nos vidéos tandis que l'association Calme Gutenberg recueillait progressivement des **adhésions de différents quartiers du Centre Ville** (Petite France, Finkwiller, St Thomas, Cathédrale, Kleber, Broglie, St Etienne, Pontonniers, Contades, Krutenau, Bateliers et Gutenberg bien sûr !) **11 quartiers et secteurs à ce jour**.

**Suite à une série d'attaques sur notre site, à la création de pages contenant des propos haineux et des menaces à notre encontre, pages recueillant les « like » de personnalités politiques (Lilia Salmi), suite à des dérapages d'un élu (M Cahn) qui nous a insulté publiquement, la presse locale puis nationale** à parlé de nous tout l'été : journaux, radios et télévision.(DNA, Metro news, Nouvel Obs./France Info, France Bleu Alsace, RMC/France 3 Alsace, M6, entre autres ).

Le problème était mis sur la table. On ne pouvait plus mettre la poussière sous le paillasson. On ne pouvait plus le cacher ou le nier, ou l'habiller avec des mots.

**Dans le même temps nous avons assisté à différentes réunions à la Ville** (Commissions de la Charte de la vie nocturne, Commission de la Sécurité et de la Tranquillité urbaine) qui sont malheureusement **davantage**

- **des cérémonies**,
- des **rituels** où le pouvoir se montre,
- des sortes de pièces de théâtre avec ses figurants, ses « passages obligés », ses scènes de genre (de flatteries à l'élu, par exemple; de moment de compassion-gratuite pour les victimes en faveur desquelles on n'a pas l'intention de faire grand-chose par ailleurs ; la péroraison finale hors sujet qui affirme que Strasbourg est une belle ville, que nous avons lieu d'être fiers )

- ou dans le meilleur des cas des **conférences de presse (sans la presse !)**

plutôt **que des réunions de travail avec des objectifs mesurables et des programmes d'action, comme on en fait dans les entreprises modernes.**

En fait, beaucoup de mots pour rien.

On y parle beaucoup de « dialogue » et de « vivre ensemble », mais en fait **on ne dialogue pas ou alors de façon très sélective** et le représentant des victimes est parfois **traité grossièrement ou de façon infantilisante.**

Nous avons également malheureusement constaté que c'est aussi un lieu où **l'élue n'hésite pas à pratiquer**, à l'égard des victimes que nous sommes **différentes manœuvres** de manipulation : dénigrement, culpabilisation, intimidation, provocation, désinformation **visant à déstabiliser tout interlocuteur qui ne tient pas des propos consensuels.**

C'est assez gênant dans une ville qui parle habituellement beaucoup de démocratie, et dont le Maire (Roland Ries) vient, suite aux attentats contre Charlie Hebdo, de mettre en place une « conférence citoyenne » intitulée « Ouvrons-la! ».

**Ouvrons-la, í mais pas trop !**

Nous avons finalement compris que la question de la vie nocturne à Strasbourg était de **l'ordre de l'idéologie, relevait d'un clientélisme électoral**, et que l'on nageait **en pleine contradiction.**

On parle de remédier au problème, mais sans prendre au niveau de la Ville les mesures nécessaires pour le faire, en maintenant une politique de « tolérance ».

On parle de remédier au problème, mais on continue à ouvrir des bars dans des quartiers sinistrés et à y accorder des ouvertures tardives.

On parle de remédier au problème, mais des élus parlent de continuer à « développer la vie nocturne » en l'état, sans prendre en considération un quelconque aménagement du territoire de la nuit et au mépris total des riverains et de leur santé, alors qu'il est illusoire de croire qu'une vie nocturne accrue, développée au centre ville, sera maîtrisable.

Et à quel prix ?

Dans l'état actuel, ce sont finalement les victimes qui payent pour être dérangées!

**Quel est le bilan actuel ?**

En octobre, un important virage s'est amorcé.

La Préfecture a pris les choses en main et c'est la Police Nationale qui a été chargée de s'occuper des nuisances nocturnes.

Les fonctionnaires de la Police Nationale sont invités désormais à user de l'arsenal législatif : quiconque hurle dans la rue s'expose désormais, s'il est pris sur le fait à une verbalisation donnant lieu à une amende qui peut aller jusqu'à 450 euros.

La cadence des contrôles des établissements (des 621 licences IV) de la ville s'accroît. Elle passe de 3 par mois à 2 par semaine.

On prévoit un durcissement des conditions d'obtention des dérogations en matière de fermeture tardive (73 établissements à ce jour).

Le Chef de la Police Nationale va lui-même régulièrement sur le terrain avec ses hommes et il dit qu'il « faut affirmer ce à quoi on s'expose en vociférant ».

Le message est devenu clair.

Le dispositif se met en place (il a été retardé en raison des attentats de janvier et de la mise en place de dispositifs de sécurité anti-terroristes).

Une innovation intéressante a vu le jour: un médecin (SOS médecins) vient à l'Hôtel de Police dans un délai d'une heure pendant les nuits de week-end pour vérifier l'état de santé des cas d'IPM (Ivresse Publique Manifeste). Cela évite les longues attentes aux urgences et gagne du temps à la Police pour retourner sur le terrain.

Nous avons moins de vomis et moins de personnes en IPM dans les rues (moins de « viande saoule » pour reprendre les mots employés par les patrons de bars).

Nous avons lieu d'espérer et nous attendons l'arrivée des beaux jours avec prudence. Nous sommes satisfaits et nous restons vigilants.

**Nous continuons à demander un traitement durable et global qui, pour nous, doit passer par un aménagement du territoire de la nuit.**

On ne peut pas se contenter de colmater des brèches. Dans cette question des nuisances nocturnes, la Police Nationale n'intervient qu'en second ordre : ce n'est pas le cœur de sa mission. Il faut donc **voir le problème dans son ensemble et à long terme.**

**Conclusion :**

**Ce sont les vidéos qui ont fait bouger les choses** dans la mesure où la Ville est avant tout soucieuse d'avoir une image, quitte à ce que ce ne soit qu'une image en décalage complet avec la réalité.

C'est parce que **cette politique de l'image s'est trouvée menacée** par les réalités montrées dans les vidéos que la situation a évolué. La Ville s'est rapprochée de la Préfecture (où nous avons été reçus en audience et attentivement écoutés au mois de juin) et il y a eu un partage des tâches entre la Ville et l'État.

Ce qui a également **fait bouger ces choses, c'est l'importante couverture médiatique. Celle-ci a atteint les politiques dans leur image**, ce qui est beaucoup plus préoccupant pour eux que les souffrances des riverains qu'ils sont censés protéger et administrer. Tant qu'on souffre en silence, il n'y a pas de problème, mais quand le problème est montré ailleurs, cela devient dérangeant. C'est une gêne qui, elle, n'est pas tolérable.

Je terminerai en disant que cette expérience, a été celle **d'une désillusion en ce qui concerne notre perception de la vie politique.**

Nous pensions avoir des élus debout (des humanistes ayant des convictions, des défenseurs de l'intérêt général, des droits des plus faibles), mais nous avons trouvé des élus assis (silencieux, amorphes) et des élus couchés au pied du lobby de la nuit.

Toutefois **nous ne nous sommes pas découragés, nous avons cru en nos droits** et nous sommes restés **dans l'action.**

A ce jour, Calme Gutenberg a publié **plus de 150 vidéos**  
Il y a eu **plus de 164 400 vues.**

La vidéo **la plus regardée a été vue 44 223 vues** (nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 août 2014)

Toutes nos vidéos sont **floutées et sans gros plan.**

**Nous ne montrons pas des individus, nous montrons un problème** et nous le documentons.  
Nous publions également **un journal : la Rotative.**